



Le 18 octobre, pour l'augmentation des salaires et la défense du droit de grève

En réquisitionnant des salariés en pleine grève dans les raffineries et dépôts de carburant Esso et Total, le gouvernement s'est rendu coupable de la provocation de trop, en remettant clairement en cause le droit de grève.

Le SNJ-CGT appelle les journalistes à participer à la journée intersyndicale interprofessionnelle de grève et de manifestations de mardi 18 octobre « pour l'augmentation des salaires, des pensions et minima sociaux, et l'amélioration des conditions de vie et d'études », à l'appel de la CGT et de plusieurs autres organisations syndicales et de jeunesse ([lire le communiqué commun](#)).

Les grèves et les mobilisations pour la défense de l'emploi, des salaires et des conditions de travail se multiplient dans le privé (Arkéma, Dassault, Lactalis, Nestlé Purina, Coca Cola, Camaïeu...) comme dans le public (lycées professionnels, police judiciaire, collectivités diverses...).

« Maintenant, on est obligé de faire des longues grèves, dures, pour obtenir à peine voire moins que le niveau de l'inflation », souligne Sophie Binet, secrétaire générale de l'Ugict-CGT (ingénieurs, cadres, techniciens), dans l'émission CCESoir (France 5), tout en rappelant que « notre revendication centrale, c'est l'échelle mobile des salaires, pour avoir une automaticité de l'augmentation des salaires avec celle des prix » ([voir ici](#)).

Clairement c'est le patronat qui cherche le conflit. Dans combien de médias les NAO se sont soldées par un échec ? Dans combien de médias les augmentations collectives ne touchent qu'une infime minorité de salariés, tandis que les augmentations individuelles, moins équitables, à la tête du client, aux critères flous, se taillent la plus grosse part du gâteau ?

Dans combien de médias les journalistes pigistes et précaires sont laissés pour compte, sans augmentation face à l'inflation ? Dans combien de médias la « prime Macron » n'est qu'une légende urbaine ? Beaucoup de salariés des médias n'ont toujours pas eu d'augmentation depuis le début de l'année, y compris quand leurs sociétés font des bénéfices.

Non, décidément, ce n'est pas la faute des grévistes. Dans nos entreprises de presse, un patronat décomplexé rit au nez des « incitations » gouvernementales et continue d'engranger les aides de l'Etat, tout en refusant d'augmenter les salaires.

Les grévistes des raffineries montrent qu'il faut des semaines de grève pour que le patronat le plus cupide daigne reconnaître que tout travail mérite un salaire digne, et une augmentation importante en cas d'inflation.

Alors profitons du moment ! Organisons des assemblées générales dans nos entreprises pour obtenir enfin l'ouverture de NAO dignes de ce nom !

Toutes et tous mobilisé-es mardi 18 octobre !

Montreuil, le 17 octobre 2022.